

# RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel n° 413 • Juin 2010 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro - 2,50 FS - 2 \$ can.

GRÈCE, TURQUIE, PORTUGAL, ESPAGNE, ITALIE, ANGLETERRE, IRLANDE,  
FRANCE, ALLEMAGNE, ROUMANIE, ETATS-UNIS, JAPON, CHINE...

## Aux cures d'austérité RÉPONDONS PAR LA LUTTE !

En Grèce, la colère est immense et la situation sociale explosive. En ce moment même, l'Etat grec porte des coups terribles au prolétariat. Toutes les générations ouvrières, tous les secteurs sont frappés de plein fouet. Les travailleurs du privé, les fonctionnaires, les chômeurs, les retraités, les étudiants-précaires... personne n'est épargné. La classe ouvrière est menacée de plonger toute entière dans la misère.

Face à ces attaques, le prolétariat ne reste pas sans réagir. Il descend dans la rue et se bat, montrant ainsi qu'il n'est pas prêt à accepter sans broncher les sacrifices exigés par le capital.

Mais pour l'instant, cette lutte ne parvient pas à se développer, à devenir massive. Les ouvriers de Grèce vivent

des heures difficiles. Que faire quand tous les médias et tous les responsables politiques affirment qu'il n'y a pas d'autre solution que de se serrer la ceinture pour sauver le pays de la faillite? Comment résister au moloch étatique? Quelles méthodes de lutte mettre en œuvre pour construire un rapport de forces favorable aux exploités?

Toutes ces questions n'appartiennent pas seulement aux ouvriers vivant en Grèce, mais à ceux du monde entier. Il n'y a d'ailleurs aucune illusion à avoir, la "tragédie grecque" n'est qu'un avant-goût de ce qui attend tous les ouvriers, aux quatre coins du globe. Ainsi, des "cures d'austérité à la grecque" sont déjà officiellement annoncées au Portugal, en Roumanie, au Ja-

pon et en Espagne (où le gouvernement vient de baisser de 5% le salaire des fonctionnaires!). Toutes ces attaques portées simultanément révèlent une nouvelle fois que les ouvriers, quelle que soit leur nationalité, forment une seule et même classe qui a partout les mêmes intérêts et les mêmes ennemis. La bourgeoisie fait porter au prolétariat les lourdes chaînes du travail salarié, mais ses maillons relient tous les ouvriers de pays en pays, par delà les frontières.

En Grèce, ce sont donc aujourd'hui nos frères de classe qui sont attaqués et qui ont commencé, douloureusement, à essayer de se battre. Leur lutte est aussi la nôtre.

les slogans brandis dans les manifestations par la gauche et l'extrême-gauche qui, par-là même, épargnent volontairement le capital national grec.

Aux Etats-Unis, si les Bourses plongent, ce serait à cause de l'instabilité de l'Union Européenne; si les entreprises ferment, ce serait à cause de la faiblesse de l'euro qui handicape le dollar et les exportations...

Bref, chaque bourgeoisie nationale accuse le voisin et exerce sur le prolétariat qu'elle exploite ce chantage infâme: "acceptez les sacrifices sinon le pays sera affaibli et les concurrents en profiteront". Le nationalisme, véritable poison pour les luttes, la classe dominante essaie de l'inoculer dans les veines ouvrières.

Ce monde divisé en nations concurrentes n'est pas le nôtre. Les prolétaires n'ont rien à gagner à s'enchaîner au capital du pays où ils vivent. Accepter des sacrifices aujourd'hui au nom de la

"défense de l'économie nationale", ce n'est que préparer d'autres sacrifices, plus durs encore, demain.

Si la Grèce est "au bord du gouffre", si l'Espagne, l'Italie, l'Irlande, le Portugal sont prêts à la suivre, si le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis sont dans la tourmente, c'est que le capitalisme est un système moribond. Tous les pays sont condamnés à s'enfoncer irrémédiablement dans ce marasme. Depuis 40 ans, l'économie mondiale est en crise. Les récessions se succèdent les unes aux autres. Seule une fuite en avant désespérée dans l'endettement a permis au capitalisme d'obtenir, jusqu'à présent, un peu de croissance. Résultat, aujourd'hui, les ménages, les entreprises, les banques, les Etats sont tous surendettés. La faillite de la Grèce n'est que la caricature de la faillite générale et historique de ce système d'exploitation.

### Solidarité avec les ouvriers de Grèce ! Une seule classe, un même combat !

Refusons toutes les divisions que tente de nous imposer la bourgeoisie. Au vieux principe des classes dominantes "diviser pour mieux régner", opposons-lui le cri de ralliement des exploités "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!".

En Europe, les différentes bourgeoisies nationales essayent de faire croire

aux ouvriers qu'ils vont devoir se serrer la ceinture à cause de la Grèce. La malhonnêteté des responsables grecs, qui ont laissé le pays vivre à crédit pendant des décennies et ont truqué les comptes publics, serait la cause principale d'une "crise de confiance internationale" envers l'euro. Les gouvernements utilisent tous ce prétexte fallacieux pour

justifier, les uns après les autres, la nécessité de réduire les déficits et l'adoption de plans de rigueur draconiens.

En Grèce, tous les partis officiels, Parti Communiste en tête, attisent les sentiments nationalistes, les "forces étrangères" d'être responsables des attaques. "A bas le FMI et l'Union européenne", "A bas l'Allemagne", tels sont

### La bourgeoisie veut nous diviser : opposons-lui notre solidarité ! La force de la classe ouvrière, c'est son unité !

Les plans d'austérités annoncés constituent une attaque frontale et généralisée des conditions de vie. La seule réponse possible est donc un mouvement massif des travailleurs. Il est impossible de faire face en se battant dans sa boîte, son école ou son administration,

seuls, isolés, à une poignée. Lutter massivement est une nécessité, sous peine d'être tous écrasés et réduits à la misère.

Or, que font les syndicats, ces officines estampillées "spécialistes officiels de la lutte"? Ils organisent des grèves

(suite page 3)

### MARÉE NOIRE DANS LE GOLFE DU MEXIQUE

## Le capitalisme est une catastrophe

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article de Welt Revolution, organe du CCI en Allemagne.

LA RÉCENTE marée noire dans le Golfe du Mexique jette une lumière crue sur l'absence d'égards et le caractère incroyablement hasardeux de l'utilisation des ressources naturelles par le capitalisme.

Depuis le naufrage de la plate-forme pétrolière de BP "Deepwater Horizon", le 22 avril, où onze ouvriers ont trouvé la mort, ce sont au moins 800 000 litres de pétrole brut qui se déversent chaque jour dans le Golfe du Mexique et qui contaminent les côtes sur des centaines de kilomètres et forment une énorme nappe de pétrole dans le Golfe lui-même. Personne ne peut établir précisément quelle quantité de pétrole s'est déjà écoulée (1). "Un mois après

le naufrage de la plate-forme de forage Deepwater Horizon, la plus grande partie du pétrole qui s'est échappé jusqu'ici est restée sous l'eau (2). Ces énormes nuages de pétrole qui flottent sous la surface du Golfe du Mexique peuvent avoir une étendue allant jusqu'à seize kilomètres de long, six kilomètres de large et une centaine de mètres d'épaisseur." A l'aide de produits dispersants, on a évité jusqu'à

mières estimations, environ 1000 tonneaux (160 000 litres) de pétrole brut par jour se déversaient dans la mer. Quelques jours plus tard, suite à la découverte d'une troisième fuite, elles ont été réévaluées à environ 5000 tonneaux (environ 800 000 litres) par jour. De récents calculs de différents chercheurs, basés sur des prises vidéos immergées des fuites, estiment la quantité à au moins 50 000 tonneaux (environ 8 millions de litres) par jour.

2) A de grandes profondeurs se trouvent de grands volumes d'eau polluée par des particules de pétrole. La concentration en pétrole est de moins d'un litre par mètre cube d'eau, mais l'étendue de ces nuages est importante (Wikipédia).

présent "qu'une partie du pétrole atteigne la terre. C'est là où attend la plus grande concentration de journalistes" (c'est-à-dire le plus grand public) (3).

Les premières investigations ont montré que "le Minerals Management Service (MMS), le service administratif américain de la gestion des minéraux, responsable de la surveillance de la production pétrolière, a délivré ses autorisations sans avoir effectué de contrôles au plan de la sécurité et de la compatibilité avec l'environnement (...) Dans ce cas concret, le MMS a omis de vérifier la capacité du Blowout Preventer [valve centrale de sécurité destinée à prévenir les fuites, NDLR] avant sa mise en service. (...) Dans le système hydraulique-clé de cet élément de plusieurs tonnes, il y a manifestement eu une fuite. En outre, un test de sécurité mené peu d'heures avant l'explosion aurait échoué" (4).

3) Produits chimiques contre catastrophe pétrolière. Opération camouflage et retardement", Spiegelonline, 18 mai 2010.  
4) <http://www.spiegel.de/wissenschaft/natur/0,1518,694602,00.html> et <http://www.spiegel.de/spiegel/0,1518,694271,00.html>

D'autres enquêtes ont montré que BP ne disposait même pas d'équipements adéquats pour aspirer dans les fonds marins le pétrole susceptible de fuir et de s'y déposer. De même, il n'existe pas de moyens pour réaliser des forages de soulagement dans de tels cas d'urgence. Que révèle cette attitude consistant à exploiter à grande profondeur marine des gisements pétrolières sans disposer d'aucune possibilité de captage de secours du pétrole et de dispositifs d'interruption du pompage en état de fonctionnement?

"La plate-forme pétrolière Deepwater Horizon, d'un coût de 560 millions de dollars, était l'une des plates-formes de forage les plus modernes du monde. Elle était capable de résister à des vagues de douze mètres et aux ouragans" (5). D'une part, des coûts de production astronomiques pour la construction d'une telle plate-forme (plus d'un demi milliard de dollars!), des frais d'exploitation de 100 millions d'euros pour le forage et, en même temps, aucun système de sécurité exist-

5) Idem.

(suite page 2)

### Dans ce numéro

<b>Réforme des retraites</b>	
La complicité du gouvernement et des syndicats .....	2
<b>Mundial</b>	
Le sport, un concentré de nationalisme .....	2
<b>Algérie</b>	
Face à la crise, la colère ouvrière gronde .....	3
<b>Brésil</b>	
Grève sauvage de chauffeurs de bus .....	3
<b>Les attaques anti-ouvrières dans le monde</b> .....	3
<b>Grèce</b>	
Prise de position du TPTG sur la manifestation du 5 mai .....	4
<b>Thaïlande</b>	
Les ouvriers doivent lutter pour leurs propres intérêts .....	5
<b>Corée</b>	
Les grandes puissances jouent avec le feu autour d'un baril de poudre .....	5
<b>Australie</b>	
Une voix internationaliste .....	6
<b>XIX<sup>e</sup> congrès de RI</b>	
Résolution sur la situation en France .....	8

M 02485 - 413 - F: 1,30 €



# La complicité du gouvernement et des syndicats

La réforme des retraites était annoncée depuis des mois comme LE dossier explosif du mandat présidentiel de Sarkozy. Cette réforme est en effet révoltante : il s'agit pour l'Etat de faire des économies en diminuant encore les pensions versées, pensions qui sont pourtant déjà souvent misérables (1). Comment ?

En repoussant l'âge légal du départ à la retraite à 63 ans ou en augmentant le nombre d'années nécessaires pour "ouvrir droit" à une pension à taux plein ou les deux. Le résultat sera de toute façon le même : de plus en plus d'ouvriers vont partir à la retraite en n'ayant pas assez de "trimestres travaillés" et subiront donc une "décote". L'âge moyen de départ à la retraite est en effet de 58 ans, les ouvriers étant pour la majorité épuisés, malades ou licenciés bien avant d'atteindre la soixantaine.

Les belles déclarations sur "le droit des seniors à demeurer actifs, insérés professionnellement et à se sentir utiles" sont donc aussi cyniques que mensongères.

D'ailleurs, ce "droit", les ouvriers s'en passeraient bien, eux qui triment toute leur vie sur un travail la plupart du temps ingrat, inintéressant et usant. Ce "droit", nous le laissons aux membres de la bourgeoisie, à tous ces sénateurs, députés, représentants du patronat et chefs de grandes entreprises, confortablement installés dans leurs bureaux climatisés et accrochés à leurs "hautes responsabilités". Les infirmiers, les enseignants, les travailleurs d'usines et du bâtiment, les secrétaires surchargées, etc., bref, tous les autres, aspirent le plus souvent à 60 ans de pouvoir fuir le baignoire salariale et profiter un peu de la vie, enfin.

Bref, tout portait à croire qu'effectivement "le dossier des retraites" allait être un épisode tumultueux pour Sarkozy, qu'il allait devoir affronter pour la première fois de son quinquennat "la colère de la rue". Pourtant, malgré la violence de l'attaque, la réaction de la classe ouvrière est très timide. Pourquoi ?

## Le gouvernement et les syndicats ont travaillé ensemble contre la classe ouvrière

Depuis le début, la réforme des retraites nous est présentée comme une fatalité, une nécessité incontournable pour "sauver le régime par répartition".

Le gouvernement, les partis de droite comme de gauche, les médias, les experts économiques..., tous répètent en chœur que le déficit est insoutenable, que le déséquilibre actifs/retraités est un vrai problème, que "l'espérance de vie s'allongeant, il est bien normal de travailler plus longtemps", etc. (2).

Les désaccords, feints, ne tournent que sur la forme : à quelle date va être prise la décision finale ? Comment les "négociations" avec les syndicats sont-elles menées ? Le patronat va-t-il être aussi mis un peu à contribution... ? Mais le résultat est toujours le même : les ouvriers vont devoir travailler plus longtemps et, surtout, se contenter de pensions plus faibles.

La bourgeoisie cherche ici à distiller un sentiment de résignation. En effet, pourquoi lutter s'il n'y a aucune alternative ?

Cette tactique est pour l'instant une réussite. Les quelques manifestations

d'avril et mai n'ont été ni massives ni combattives.

Il faut dire que les syndicats n'ont pas hésité à relayer de toute leur force, à leur façon, la campagne idéologique. Ils ont appuyé sans cesse, eux aussi, sur l'aspect inéluctable de la réforme des retraites, détournant la colère ouvrière sur des aménagements de la réforme prétendument plus humains. Tel est le message à peine caché des gesticulations des Thibault, Chérèque et consorts, quand ils se plaignent : "Le gouvernement n'est pas suffisamment dans la négociation", "il a déjà pris ses décisions", "le projet est en fait déjà arrêté"... Autrement dit, pas besoin de lutter, les jeux sont faits ! Contentons-nous des miettes que l'Etat voudra bien concéder !

Suite de la page 1

tant ou en état de fonctionnement pour les situations d'urgence. Comment expliquer cette contradiction ?

## La course au profit aux dépens de la nature

Lorsque le forage systématique du pétrole a commencé il y a une centaine d'années, on avait besoin uniquement de faibles investissements financiers et techniques pour exploiter les sources pétrolières. Cependant, un siècle plus tard, les compagnies pétrolières sont confrontées à une nouvelle situation. "Une grande partie du pétrole global du monde est exploitée dans des champs qui ont en partie déjà été trouvés il y a plus de 60 ans sans grand investissement technologique. Par contre, aujourd'hui, les prospecteurs doivent utiliser des méthodes onéreuses pour rechercher des champs pétroliers qui, de plus, se situent à des endroits relativement difficilement accessibles de la terre - et ne livrent que des quantités de pétrole considérées jusqu'ici comme marginales. (...) Surtout, les entreprises occidentales ne disposent plus d'un large accès aux sources faciles, bon marché et prometteuses d'importants rendements d'Asie et d'Amérique latine. Ces sources se trouvent en effet aux mains de compagnies pétrolières nationales, comme Saudi Aramco (Arabie Saoudite), Gazprom (Russie), NIOC (Iran) ou PDVSA (Venezuela) et sont sous contrôle d'un Etat national. Celles-ci sont les véritables géants dans ce business et contrôlent plus des trois quarts des réserves globales."

"Les 'Big Oil', comme on appelle encore les vieilles multinationales pri-

D'ailleurs, quels "aménagements" souhaitent les centrales syndicales ? La prise en compte de la pénibilité de certains travaux ou la longévité des carrières pour ceux qui sont rentrés dans la vie active très jeunes ! Quand tous les ouvriers sont brutalement attaqués, les syndicats ne proposent pas une réponse massive et unie mais "la prise en compte des spécificités sectorielles". Quel meilleur moyen pour diviser ? Quel meilleur moyen pour emmener les ouvriers à la défaite, paquet par paquet, entreprise par entreprise, secteur par secteur ? En 1995, le privé était attaqué. En 2003, c'était autour des fonctionnaires et en 2007, des régimes spéciaux. Aujourd'hui, les syndicats osent nous refaire le coup

des "spécificités sectorielles" et de la négociation branche par branche (3) !

Ce n'est pas un hasard si le gouvernement a, à la veille de la manifestation du 27 mai, annoncé que certains régimes spéciaux subsistants seraient épargnés par cette nouvelle réforme. Il a ainsi enfoncé le clou de la division tenu par les syndicats. C'est à un véritable exercice de duettiste auquel nous assistons une fois de plus !

La réforme des retraites va certainement passer cet été sans que notre

3) Rappel de la loi Aubry sur les 35 heures où elle préconisait les négociations branche par branche, secteur par secteur, entreprise par entreprise, hôpital par hôpital, etc., afin de mieux dédouaner la responsabilité du gouvernement et de l'Etat dans cette attaque masquée.

classe soit capable d'y opposer une lutte unie et massive pourtant si nécessaire. Et la Nième manifestation-ballade promise le 24 juin prochain n'y changera rien si nous n'en changeons pas la nature. Cela dit, le travail de sape des syndicats, leur collaboration claire et nette avec le gouvernement contre les travailleurs doivent au moins servir à la prise de conscience de leur rôle véritable. Dans les luttes futures, qui viendront inévitablement, les ouvriers ne devront accorder aucune confiance à ces "ennemis de l'intérieur". Ils devront prendre entre leurs propres mains l'organisation de leurs grèves et de leurs manifestations.

Pawel

# Le capitalisme est une catastrophe

vées, contrôlent encore à peine environ dix pour cent des réserves de gaz et de pétrole globales. Il ne reste plus à BP & Co. que les projets coûteux, onéreux et dangereux. C'est donc par nécessité que ces sociétés sont poussées aux dernières limites pour atteindre ces gisements qu'aucun autre ne voudrait explorer. (...)

## Des frais toujours plus élevés, des risques toujours plus grands

"Cela fait longtemps que les compagnies pétrolières ont abandonné les plates-formes solidement ancrées aux fonds marins. Des monstres flottants, qu'on appelle des semi-submersibles, nagent sur les océans avec des kilomètres d'eau sous eux. Des canalisations verticales d'acier spécial ou de matériaux composites extrêmement fermes plongent dans l'obscurité des profondeurs. Des conduites normales se rompraient sous leur propre poids. A 1500 mètres de profondeur, la température de l'eau est à cinq degrés - cependant que le pétrole jaillit presque à ébullition. Des contraintes extrêmes exercées sur le matériel en résultent. Les risques sont considérables. Avec la profondeur, les exigences techniques en matière de forage sont énormément plus grandes. La technique est dangereuse : en durcissant, des fissures dans le ciment apparaissent, par lesquelles le pétrole et le gaz peuvent s'échapper avec une violence inouïe. Il suffit alors d'une étincelle, pour provoquer l'explosion" (6) ... comme cela s'est produit !

6) Idem.

Fiévreusement, des dizaines de milliers de personnes ont combattu, vainement jusqu'à aujourd'hui, pour tenir le pétrole à l'écart des plages. Des avions du type Lockheed C-130 ont pulvérisé des tonnes de Corexit, produit censé dissoudre la nappe de pétrole - bien que l'on soupçonne ce mélange chimique d'endommager sérieusement aussi le milieu aquatique. Dans l'avenir, on doit peut-être craindre que ces mesures de sauvetage chimique produisent des dommages sans doute encore plus grands et plus imprévisibles à long terme pour la nature (7). Pour le moment, les conséquences économiques pour la population sur place sont déjà catastrophiques, parce que beaucoup de pêcheurs sont poussés à la ruine.

Tandis que la course à l'exploitation de nouvelles sources pétrolières exige des investissements toujours plus élevés, on prend des risques techniques toujours plus grands. Les conditions de la concurrence capitaliste entraînent les rivaux à prendre des risques toujours plus élevés et à respecter toujours moins les besoins de protection de la nature. La fonte des calottes glaciaires des pôles qui ouvre le passage maritime du Nord-Ouest, le dégel du permafrost, ont déjà depuis longtemps aiguisé l'appétit des compagnies pétrolières et provoquent des tensions entre pays qui revendiquent des territoires dans ces régions.

7) 1,8 millions de litres de liquide spécial Corexit ont été utilisés jusqu'ici dans le golfe du Mexique... Il existe le danger qu'une partie de ces nuages de pétrole sous la surface dérive en direction de l'Océan Atlantique.

Tandis que l'utilisation sans frein des sources d'énergie non renouvelables et fossiles, comme le pétrole, constitue en réalité un pur gaspillage, et la recherche de sources pétrolières toujours nouvelles une pure absurdité, la crise économique, et la concurrence qui lui est liée, entraînent les entreprises à investir toujours moins d'argent dans les systèmes de sécurité possibles et nécessaires. Le système pille de façon de plus en plus prédatrice les ressources de la planète. Dans le passé, la politique de la "terre brûlée", mise en pratique et utilisée par exemple par les États-Unis au cours de la première guerre du Golfe en 1991, où les installations pétrolières dans le Golfe Persique ont été attaquées, provoquant d'énormes incendies et la fuite de monstrueuses quantités de pétrole, avait été une méthode courante de la guerre. Maintenant, c'est la pression quotidienne de la crise qui entraîne la pratique de la "terre brûlée" et la contamination des mers, pour pouvoir imposer ses intérêts économiques.

La marée noire actuelle était prévisible - tout comme la catastrophe de 2005, lorsque l'ouragan Katrina a submergé la ville de la Nouvelle-Orléans, entraînant la mort de 1800 personnes, l'évacuation de la ville entière et le déplacement de centaines de milliers d'habitants. L'actuelle marée noire est, exactement comme la catastrophe de La Nouvelle-Orléans, le résultat de l'incapacité du capitalisme à offrir une protection suffisante contre les dangers de la nature. Elle est le produit de la recherche maximale du profit par le capitalisme.

Dv

## MUNDIAL

Nous publions ci-dessous la traduction de larges extraits d'un article d'EKS (Enternasyonalist Komünist Sol), section du CCI en Turquie. Les camarades y rappellent quelques événements footballistiques de ces dernières décennies qui montrent à quel point ce sport est toujours utilisé pour exacerber le nationalisme.

EN JUIN, la Coupe du monde de football aura lieu en Afrique du Sud. Or, le football sert souvent à la classe dominante pour encourager les sentiments nationalistes et diviser la classe ouvrière.

En Turquie, lors de la victoire de la coupe de l'UEFA du Galatasary (club d'Istanbul), en 2000, il y a eu deux morts en demi-finale et trois en finale.

Les matchs qualificatifs pour cette coupe du Monde, entre l'Égypte et l'Algérie, l'an dernier, ont eux aussi engendré une explosion de haine nationaliste. Au Caire, six supporters algériens ont été tués et 21 Algériens blessés. A Khartoum, au Soudan, 23 Égyptiens furent blessés et 14 Algériens tués. Il y a même eu des centaines de blessés en Algérie lors des

célébrations de liesse d'après-match ! Un grand nombre des 15000 ouvriers égyptiens vivant en Algérie ont été attaqués et forcés de prendre l'avion. Des milliers de supporters égyptiens se sont battus dans de véritables batailles rangées contre la police au centre du Caire, faisant 11 blessés chez les policiers et 24 chez les supporters. Certains fans, ne pouvant atteindre les supporters algériens, caillassèrent l'ambassade indienne toute proche.

En mai 1990, le match Dynamo de Zagreb/Red Star de Belgrade a joué un rôle majeur dans la marche à la guerre de l'ex-Yougoslavie. Bien sûr, les guerres ne sont pas engendrées par

des matches de football. Cependant, de telles démonstrations publiques de haine nationaliste servent à la mobilisation de la classe ouvrière vers la guerre. Ce match s'est en effet terminé par une bataille rangée entre les bandes nationalistes croates et serbes (les Serbes étaient d'ailleurs conduits par Arkan, un nationaliste recherché plus tard par l'ONU pour crimes contre l'humanité !). La police fut rapidement submergée par le plus grand nombre, mais revint ensuite avec des renforts, des camions blindés et des canons à eau pour rajouter au climat de violence générale. Une heure après, avec des centaines de blessés et plusieurs morts

1) La moyenne de versement des pensions de retraite en France est actuellement de 1122 euros par mois, soit à peine plus que le SMIC.

2) Notons d'ailleurs qu'effectivement, compte tenu de la faiblesse des pensions, de plus en plus de retraités sont contraints de retourner au boulot et d'accepter des petits jobs pour tenter de joindre les deux bouts !

# Face à la crise, la colère ouvrière gronde

Depuis cet hiver, la classe ouvrière d'Algérie a repris le chemin de la lutte. Qu'il s'agisse des cheminots, des enseignants, des agents hospitaliers, des ouvriers de la métallurgie et de l'automobile, grèves et manifestations sont de plus en plus sur le devant de la scène sociale, avec pour toile de fond commune des revendications sur les salaires et les retraites, une méfiance grandissante, sinon un rejet, des centrales syndicales et une forte combativité. Avec une inflation de 5,7% pour 2009, l'économie algérienne n'est pas mieux lotie que celles de l'Europe et les prix grimpent tandis que la valeur du dinar plonge.

Cinq mille salariés de la Société nationale algérienne des véhicules in-

dustriels (SNVI) se sont mis en grève début janvier, pendant presque une semaine, dénonçant les accords passés entre l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le patronat et le gouvernement, visant à baisser les salaires et à supprimer la retraite anticipée (passant de trente à quarante ans de cotisation pour les professions officiellement reconnues comme les plus pénibles!). "Comment ose-t-on demander à un homme qui ne mange chaque jour qu'un plat d'épinards de travailler pendant quarante ans devant un haut-fourneau?" dit un ouvrier. Cette grève a été émaillée d'affrontements violents avec la police anti-émeute, en particulier lorsque cette dernière a empêché les ouvriers de marcher aux

cris de "Non aux salaires de misère!" vers le centre de la ville de Rouiba, en banlieue d'Alger, et alors que la grève avait gagné sept autres entreprises de cette même zone industrielle. Qui plus est, les ouvriers pointaient clairement du doigt le patron de la centrale syndicale, Sidi Saïd, qualifié de "vendu" et de "syndicaliste bien grassouillet" par les grévistes.

Chez les enseignants, trois mois après le mouvement de grève de fin 2009, ceux du primaire et du secondaire repartaient en grève à nouveau pour des revendications salariales, malgré les tentatives de l'UGTA de briser le mouvement.

Dans les hôpitaux, 30 000 médecins ont arrêté le travail pendant plusieurs

semaines, assurant seulement un service minimum et exigeant des revalorisations salariales.

Les employés communaux, pour les salaires et pour la retraite sans condition d'âge, se sont mis en grève au mois de mars.

Durant le mois de mai, ce sont les cheminots qui sont entrés en grève totale plus d'une semaine, contre l'avis de la direction de la SNTF et de l'UGTA, qui déclaraient cette grève "illicite" et tentaient vainement d'imposer un service minimum, et de surcroît en-dehors du contrôle de la Fédération nationale des cheminots, accusée par les ouvriers de "trahison et de complicité avec l'administration". Cette grève, dont la revendication principale portait sur les

salaires<sup>1</sup>, a paralysé le trafic ferroviaire des gares principales du pays (Alger, Annaba, Oran, Constantine, etc.).

Sous la pression des grévistes, mais aussi devant le risque de discrédit de plus en plus ouvert de la Fédération nationale des cheminots, qui a progressivement essayé de reprendre les choses en mains, la direction et le gouvernement ont fini par reculer, acceptant une revalorisation des salaires des cheminots en les alignant sur le SNMG (SMIC algérien), à partir du 31 mai et avec effet rétroactif au 1er janvier 2010.

Anne

1) Un cadre cheminot, après 30 ans de carrière, touche 19 000 dinars algériens, c'est-à-dire 190 euros environ.

## BRÉSIL

## Grève sauvage de chauffeurs de bus

Nous publions ci-après un témoignage de lutte daté du 18 mai 2010 et recueilli sur le blog d'un camarade de la CNT/AIT de la région de Goiás au Brésil (1). Ce type de témoignage est particulièrement important pour que notre classe prenne connaissance du fait que c'est partout qu'elle se bat contre les mêmes attaques et pour les mêmes intérêts.

LES CHAUFFEURS de bus de la ville de Goiânia et de sa région ont paralysé les services mardi matin 18 mai sans préavis, laissant des milliers de passagers sans transports. La grève, illimitée, a touché la population de la capitale [de région] et 11 municipalités voisines qui sont desservies par le même système de transports.

Les chauffeurs protestent contre le manque de dialogue avec le syndicat qui représente les patrons des transports collectifs. En plus de dénoncer des salaires trop bas, les chauffeurs évoquent ce qu'ils appellent des conditions de travail humiliantes, avec des journées très lourdes parfois de 12 heures et cinq voyages de plus de deux heures sans pauses de repos.

De plus, selon les chauffeurs, le blocage a été initié par les chauffeurs eux-mêmes et non par les deux syndicats existant dans la capitale. C'est d'ailleurs pourquoi d'après ce qui a été entendu dans les médias de la bouche même des chauffeurs, les conditions légales pour la grève avec un service minimum de 30% de fonctionnement n'ont pas été respectées!

Ces bourgeois paraissent stupéfaits par le fait que les travailleurs sont entrés en grève sans l'aval des syndicats

1) <http://fogocob.blogspot.com/>

légaux. C'est ça l'action directe! Tant que nous n'agissons pas par nous-mêmes, nous n'aurons jamais ce que nous exigeons, et pour les autres travailleurs, très calmes en ces moments, ils doivent comprendre que nous sommes dans le même camp, que nous devons aussi être solidaires avec la lutte de nos compagnons! Donc, pour autant que soit difficile cette situation précaire sans autobus, ne considérez pas ces chauffeurs comme des ennemis. A leurs apparitions dans le terminal "Jardim Veiga", des bus ont été caillassés par la population, je crois que ce n'est pas la meilleure réaction! Nous proposerons une grève en solidarité avec la lutte de nos compagnons.

**Contre le patronat, action directe syndicale (2)!**

**Vive la solidarité entre les travailleurs!**

CNT AIT de Goiás, Brésil

2) A cette formule, nous préférons "Prise en main des lutes par les ouvriers eux-mêmes" car, à notre avis, "action directe syndicale" renvoie inévitablement à l'idéologie syndicale basée au contraire sur la représentation des travailleurs par des permanents "spécialistes de la lutte" (et qui, en fait, comme il est dénoncé dans ce témoignage, sont des spécialistes du sabotage des luttes ouvrières).

## Les attaques anti-ouvrières dans le monde

Voici un court récapitulatif, non exhaustif, des plans d'austérité annoncés récemment, notamment en Europe :

### Espagne

- Baisse de 5% en 2010 et gel en 2011 du salaire des fonctionnaires.
- Gel des pensions de retraite en 2011.
- Suppression, au 1er janvier 2011, du chèque-bébé, "coup de pouce" de 2500 euros accordé jusque-là pour toute naissance ou adoption d'enfant.

### Italie

- Recul de trois à six mois de l'âge du départ à la retraite.
- Réduction ou gel des salaires des fonctionnaires.
- Économie de 13 milliards d'euros, en 2011-2012, sur le dos des écoles et des hôpitaux.
- Instauration de péages sur les artères très fréquentées, telles que la périphérie de Rome.

### Portugal

- Hausse générale des impôts (de 1 à 2,5% de la TVA et de l'impôt sur le revenu).
- Réduction du nombre de fonctionnaires de 73 000 postes sur quatre ans.

- Diminution drastique des prestations sociales.

### France

- Probable gel des salaires et des pensions de retraites.
- Réforme des retraites (quel que soit "l'accord final" signé avec les syndicats cet été, les ouvriers vont devoir travailler plus longtemps pour des pensions de plus en plus misérables).
- Suppression de 34 000 postes de fonctionnaires par an en 2011, 2012 et 2013.

### Grèce

- Gel du salaire des fonctionnaires jusqu'en 2014.
- Réduction et parfois même suppression pure et simple des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois de salaire pour les fonctionnaires.
- Réduction des allocations de 8%. Ces allocations avaient déjà été réduites de 12% en mars.
- Augmentation de la TVA de deux points (à 23%). En mars, elle était déjà passée de 19 à 21%.
- Augmentation des taxes sur les carburants, les cigarettes et l'alcool de 10%.
- Gel des retraites en 2010, 2011 et 2012.

- Hausse de l'âge moyen du départ en retraite de 53 à 67 ans!

### Irlande

- Hausse générale des impôts.
- Réduction des dépenses de quatre milliards d'euros frappant, en particulier, toutes les prestations sociales.
- Baisse de 25% des salaires du secteur public.
- Baisse de 15% des pensions de retraite.

### Roumanie

- Réduction des salaires du secteur public de 25% à partir de juin.
- Suppression de 250 000 emplois dans le secteur public au cours des prochaines années.
- Hausse de l'âge de départ à la retraite (non encore défini).
- Baisse des pensions de retraite de 15% en moyenne tandis que les allocations familiales seront également fortement amputées.

Au Japon, en Malaisie, en République tchèque, en Pologne et au Royaume Uni, des plans d'austérité ont aussi été annoncés mais leur contenu ne devrait être connu qu'au cours de l'été...

Suite de la page 1

## Aux cures d'austérité, répondons par la lutte

dans de multiples usines... sans jamais chercher à les unifier. Ils entretiennent activement le corporatisme, en opposant notamment les travailleurs du public et du privé. Ils baladent les ouvriers de journées d'action stériles en journées d'action stériles. Ce sont en fait les "spécialistes de la division ouvrière"! Même le nationalisme, les syndicats s'y emploient à le distiller. Un seul exemple: le slogan le plus scandé dans les manifestations par la GSEE (la CGT grecque) depuis la mi-mars est... "acheter grec"!

Suivre les syndicats, c'est toujours aller à la division et à la défaite. Les ouvriers doivent donc prendre en mains leurs luttes, en organisant eux-mêmes les assemblées générales, en décidant collectivement des mots d'ordre et des revendications, en élisant des délégués révocables à tout instant et en allant discuter par délégations massives avec les travailleurs les plus proches, dans les usines, les administrations, les écoles, les hôpitaux voisins... pour les encourager à rejoindre le mouvement.

Se passer des syndicats, oser pren-

dre ainsi les luttes en mains, faire le pas d'aller à la rencontre de ses frères de classe... tout cela peut sembler bien difficile. Voilà l'un des freins actuels au développement de la lutte: le prolétariat manque singulièrement de confiance en lui, il n'a pas encore conscience de la force que représentent ses formidables capacités. Pour l'instant, la violence des attaques menées par le capital, la brutalité de la crise économique, le manque de confiance du prolétariat en lui-même, agissent comme des facteurs paralysants. Les ripostes ouvrières, même en Grèce, sont bien loin de ce que la gravité de la situation exige. Pour autant, l'avenir appartient à la lutte de classe. Face aux attaques, la perspective est au développement de mouvements de plus en plus massifs.

Certains nous demanderont: "Pourquoi mener de telles luttes? Vers quoi cela mène-t-il? Puisque le capitalisme

est en faillite, aucune réforme n'est réellement possible. Il n'y a donc pas d'issue." Et, effectivement, au sein de ce système d'exploitation, il n'y a aucune issue. Mais refuser d'être traités comme des chiens et lutter collectivement, c'est nous battre pour notre dignité, c'est prendre conscience que la solidarité existe dans ce monde d'exploitation et que la classe ouvrière est capable de faire vivre ce sentiment humain inestimable. Alors, la possibilité d'un autre monde commence à apparaître, un monde sans frontière ni patrie, sans exploitation ni misère, un monde fait pour les hommes et non plus le profit. La classe ouvrière peut et doit avoir confiance en elle. Elle seule est capable d'édifier cette société nouvelle et de réconcilier l'humanité avec elle-même en passant "du règne de la nécessité à celui de la liberté" (Marx)!

**Le capitalisme est un système en faillite. Mais un autre monde est possible: le communisme!**

Courant communiste international,

## nationalisme

par balles ou à l'arme blanche ou empoisonnés par les gaz lacrymogènes, la bataille continuait encore. La guerre des années 1990-2001, dans laquelle plus de 60 000 personnes allaient trouver la mort, était prête à partir. Les Tigres d'Arkan, milice dans laquelle ont été enrôlés beaucoup de supporters du Red Star ont joué un rôle dans certains des pires cas de purification ethnique. Zvonimir Boban, qui a eu plus tard une grande notoriété dans le Milan AC, se vanta d'avoir attaqué un policier pendant l'émeute. Il affirme toujours qu'il aime la Croatie plus que tout et qu'il mourrait pour son pays. Lui, il n'a pas réellement sacrifié sa

vie sur l'autel de la nation mais des dizaines de milliers de malheureux ouvriers, eux, l'ont fait!

En 1969, la course à la qualification, pour la Coupe du Monde de 1970, entre le Salvador et le Honduras, fut l'étincelle qui enflamma ce qui était déjà une situation de tension guerrière. Après le match retour, les médias des deux pays firent des reportages exacerbant la haine nationaliste de l'autre et incitèrent les ouvriers de chacun des deux pays à s'entretuer. La guerre, qui se déchâna effectivement, fit 4000 morts en quatre jours.

Sabri

# Prise de position du TPTG sur la manifestation du 5 mai

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un témoignage du TPTG (Ta Paidia Tis Galarias), groupe communiste libertaire de Grèce<sup>(1)</sup>, sur la manifestation du 5 mai contre le plan d'austérité.

Nous avons déjà publié quelques articles de ce groupe sur notre site web ([internationalism.org](http://internationalism.org)) en différentes langues, notamment en anglais et en français. Si nous ne partageons pas chaque point de leurs positions, nous sommes en accord avec l'essentiel, en particulier :

- le rejet du réformisme et de toute alliance avec de quelconques forces bourgeoises, même soit-disant "progressistes" ou de "gauche";
- la défense de la prise en main des luttes par les ouvriers eux-mêmes et non par de prétendus "spécialistes" tels que les organisations syndicales;
- et surtout l'internationalisme!

Nous voulons ici tout particulièrement saluer et soutenir la réflexion de ces camarades sur le rôle et la place de la violence dans les luttes.

LE 5 MAI, en Grèce, trois travailleurs sont morts, asphyxiés dans une banque en flammes. Face à ces événements tragiques, le TPTG affirme dans son texte : *"La question de la violence est devenue centrale. De la même manière que nous prenons la mesure de la gestion de la violence de l'État, nous sommes contraints d'analyser également la violence prolétarienne"*.

Se livrer à une violence aveugle serait en effet tomber dans le piège tendu par la bourgeoisie; ce serait un signe de désespoir, d'impuissance, de "nihilisme" comme l'écrit le TPTG.

Comme l'affirment ces camarades, l'État exerce sur nous une véritable terreur. Les ouvriers en se dressant face à ce moloch doivent eux-aussi utiliser une certaine violence. Lutter, faire grève, manifester est déjà en

soi une expression de violence contre l'ordre du capital.

Mais la classe ouvrière ne peut pas utiliser n'importe quel type de violence : le meurtre, les lynchages, la vengeance sanglante, par exemple, n'appartiennent pas à la lutte prolétarienne. Elles sont aux contraires les stigmates de cette société barbare qu'est le capitalisme, elles appartiennent à la bourgeoisie, cette classe dominante prête à tout pour défendre ses privilèges.

La violence prolétarienne est toute autre, elle est pensée collectivement, organisée; elle a pour but de renverser ce système d'exploitation pour le remplacer par une société sans classe ni misère. Elle est comparable cet acte apparemment "violent" de la sage-femme qui libère l'enfant lors d'un accouchement. La violence prolétarienne doit elle-aussi accoucher d'un nouveau monde<sup>(2)</sup>.

## Un moment critique et asphyxiant

Ce qui suit est un compte-rendu de la manifestation du 5 mai et du lendemain, ainsi que quelques réflexions générales sur la situation critique du mouvement en Grèce à l'heure actuelle. En dépit d'avoir été placé dans une période de terrorisme financier aigu et prenant de l'ampleur jour après jour, avec les menaces constantes de la faillite de l'État et les appels à "faire des sacrifices", la réponse du prolétariat à la veille du vote des nouvelles mesures d'austérité au Parlement grec a été impressionnante. Cela a probablement été la plus grande manifestation de travailleurs depuis la chute de la dictature, y compris celle de 2001 qui a conduit au retrait du projet de réforme des retraites. Nous estimons qu'il y avait plus de 200 000 manifestants dans le centre d'Athènes et environ 50 000 de plus dans le reste du pays.

Il y a eu des grèves dans presque tous les secteurs [...]. Une foule de prolétaires similaire à celle qui étaient descendues dans les rues en décembre 2008 (également appelée péjorativement "jeunes à capuche" par les médias de propagande officielle), qui se retrouvait également équipée de haches, maillets, marteaux, cocktails Molotov, pierres, bâtons, masques à gaz et lunettes. Bien que parfois les manifestants masqués aient été hués quand ils essayaient ou réussissaient à attaquer des bâtiments, en général ils étaient en phase avec ce flot bariolé, coloré, et en colère des manifestants. Les slogans allaient du rejet du système politique

dans son ensemble, comme "brûlons le bordel parlementaire!", à des slogans patriotiques tels que "Dehors le FMI", ou populistes comme "Voleurs! Les gens exigent que les escrocs aillent en prison!". [...]

Dans la manifestation de la GSEE-ADEDY [confédérations syndicales du privé et du public], les gens ont commencé à occuper la place par milliers et le président de la GSEE a été accueilli par des sifflets et des huées quand il a commencé à parler. [...]

La manifestation convoquée par le PAME (le "Front ouvrier" du KKE) a également été importante (plus de 20 000) et arriva en premier à la place Syntagma. Son plan était de rester là pendant un moment et de s'en aller juste avant qu'arrive la manifestation principale. Toutefois, ses membres ne sont pas partis mais sont restés, en colère et en chantant des slogans contre les politiciens. [...]

Bientôt, une foule de travailleurs (électriciens, postiers, employés municipaux, etc.) a essayé d'entrer dans le bâtiment du Parlement par tout accès possible, mais des milliers de policiers anti-émeute étaient disposés sur l'esplanade et devant l'entrée. Un autre groupe de travailleurs de différents âges et des deux sexes se sont mis à insulter et menacer les policiers se trouvant devant la tombe du soldat inconnu. Bien que la police anti-émeute ait réussi, grâce à une contre-attaque massive avec gaz lacrymogènes, à disperser les gens, de nouveaux groupes de manifestants arrivaient sans cesse au Parlement tandis que les premiers groupes qui avaient été forcés de battre en retraite se réorganisaient dans la rue Panepistimiou et l'avenue Syngrou. Là, ils ont commencé à détruire tout ce qu'ils pouvaient et ont attaqué les anti-émeutes qui se trouvaient dans les rues avoisinantes.

Bien que la plupart des grands édifices du centre-ville aient été fermés par des volets métalliques, ils ont réussi à

attaquer quelques banques et bâtiments publics. Une destruction massive de propriétés s'est produite, en particulier dans l'avenue Syngrou, car la police n'avait pas assez d'effectifs pour réagir immédiatement à cette partie des manifestants, du fait qu'ils avaient reçu l'ordre de donner la priorité à la protection du Parlement et à l'évacuation des rues Panepistimiou et Stadiou, les deux principales avenues par lesquelles les gens revenaient constamment vers le Parlement. Des voitures de luxe, un bureau du ministère des finances et un autre de la préfecture d'Athènes ont été incendiés; même quelques heures plus tard, cette partie de la ville ressemblait toujours à une zone de guerre. Les combats ont duré près de trois heures. [...]

Les manifestants qui avaient été repoussés vers la rue Panepistimiou retournaient en groupes vers le Parlement et se sont longuement affrontés à la police. Les gens se sont de nouveau mélangés et ne partaient pas. [...] Bientôt, de terribles informations arrivent sur les téléphones portables en provenance d'agences étrangères : 3 ou 4 personnes sont mortes dans l'incendie d'une banque.

Il y avait eu quelques tentatives de brûler certaines banques dans quelques endroits, mais dans la plupart des cas, les gens n'allaient pas au-delà parce qu'il y avait des jaunes enfermés à l'intérieur. Seul le bâtiment de la Banque Marfin de la rue Stadiou a effectivement été brûlé. Cependant, seulement quelques minutes encore avant que ne commence la tragédie, ce n'étaient pas des "hooligans masqués" qui criaient "jaunes!" aux employés de la banque, mais des groupes organisés de grévistes, qui criaient et les insultaient pour qu'ils abandonnent le bâtiment. [...] Ce qui semble le plus proche de la vérité (en rassemblant les morceaux d'information de témoins), c'est que dans cette banque en particulier, en plein cœur d'Athènes, lors d'une journée de grève générale, environ 20 employés ont été forcés de travailler par leur patron, enfermés à clé "pour assurer leur protection", et qu'au final trois d'entre eux sont morts d'asphyxie. Initialement, un cocktail Molotov a été lancé à travers un trou fait à un des carreaux d'une fenêtre du rez-de-chaussée de la banque. Cependant, lorsque certains employés ont été vus sur les balcons, des manifestants leur ont dit de sortir et ont essayé d'éteindre le feu. Ce qui s'est réellement passé alors et comment en un instant le bâtiment s'est retrouvé en feu, demeure inconnu. La série macabre des événements qui ont suivi a déjà probablement été bien relatée : les manifestants qui tentent d'aider ceux qui se trouvent pris au piège, les pompiers qui tardent trop à sortir certains d'entre eux, le souriant banquier milliardaire poursuivi par une foule en colère. Au bout d'un certain temps, le Premier ministre a annoncé l'information au Parlement, condamnant l'"irresponsabilité politique" de ceux qui résistent aux mesures prises et qui "entraînent les gens à la mort", tandis que les "mesures de salut" du gouvernement, au contraire, "défendent la vie." Le renversement de situation a été couronné de succès. Rapidement s'en est suivie une importante opération des forces anti-émeute : la foule a été dispersée et pourchassée, l'ensemble du centre de la ville a été bouclé jusque tard dans la nuit, l'enclave libertaire d'Exarchia a été placée en état de siège, un squat anarchiste a été expulsé et beaucoup de ses occupants arrêtés, un local pour immigrants a été dévasté et un nuage de fumée persistante s'est

maintenu sur la ville laissant un sentiment d'amertume et d'hébétéude...

Les conséquences furent visibles dès le jour suivant : les vautours des médias ont exploité les morts tragiques [...] et certains allèrent même jusqu'à demander la criminalisation de la résistance et de la protestation. Le gouvernement a gagné du temps en changeant le sujet de la discussion et du conflit et les syndicats se sont vus libérés de toute obligation d'appeler à une grève pour ce jour même où les nouvelles mesures étaient approuvées.

Dans un tel climat général de peur, de déception et de douche froide, quelques milliers de personnes se sont tout de même rassemblées devant le Parlement dans l'après-midi lors d'une manifestation organisée par les syndicats et les organisations de gauche. La colère était toujours là, des poings ont été dressés, quelques bouteilles d'eau et des pétards ont été jetés sur les policiers anti-émeute et des slogans contre le parlement et la police ont été lancés. Une femme âgée a demandé aux gens de chanter "Qu'ils s'en aillent!" (les politiciens), un jeune a uriné dans une bouteille et l'a jeté sur la police, quelques anti-autoritaires étaient là aussi et quand la nuit est tombée et que les syndicats et la plupart des organisations de gauche s'en étaient allées, des gens tout à fait ordinaires, des gens normaux, aux mains nues, ne sont pas partis. Après avoir été violemment attaqués par la police anti-émeute, pourchassés et piétinés par les escadrons de la place Syntagma, les jeunes et les vieux, apeurés, mais furieux, se sont dispersés dans les rues avoisinantes. Tout était rentré dans l'ordre. Cependant, on ne voyait pas seulement la peur dans leurs yeux, on voyait aussi de la haine. C'est certain, ils reviendront.

## Maintenant, quelques réflexions générales

1. Les mesures sévères contre les anarchistes et les anti-autoritaires ont déjà commencé et vont devenir plus intenses encore à l'avenir. La criminalisation de tout un mouvement sociopolitique, allant même jusqu'aux organisations d'extrême gauche, a toujours été une stratégie de diversion utilisée par l'État et sera utilisée plus encore maintenant que l'attaque meurtrière a créé des conditions aussi favorables. [...]<sup>(3)</sup>

2. et 3. [...]

4. [...] Si la lutte des classes s'intensifie, les conditions peuvent ressembler de plus en plus à celles d'une véritable guerre civile. La question de la violence est devenue centrale.

De la même manière que nous prenons la mesure de la gestion de la violence de l'État, nous sommes contraints d'analyser également la violence prolétarienne : le mouvement doit aborder la question de la légitimation de la violence

3) Cette tendance à pointer du doigt certains groupes anarchistes, comme certains groupes marxistes qualifiés "d'ultra-gauche", se vérifie aussi à l'échelle internationale (NDLR).

rebelle et de son contenu en termes pratiques.

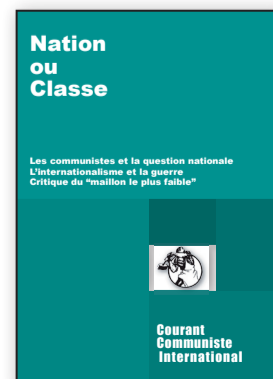
En ce qui concerne le mouvement anarchiste et anti-autoritaire lui-même et sa tendance insurrectionnelle dominante, la tradition d'une glorification machiste et fétichisée de la violence a duré trop longtemps et a été trop importante pour demeurer dans l'indifférence aujourd'hui. La violence comme une fin en soi, sous toutes ses formes variées (y compris la propre lutte armée) n'a cessé de se propager depuis des années, et surtout après la révolte de décembre 2008 où un degré de décomposition nihiliste est apparu clairement [...], en s'étendant au mouvement lui-même.

A la périphérie de ce mouvement, dans ses marges, un nombre croissant de personnes très jeunes est apparu faisant la promotion d'une violence nihiliste sans limites (se réclamant du "nihilisme de décembre") et de la "destruction", même si cela implique aussi le "capital variable" (comme les jaunes, les "éléments petits-bourgeois", les "citoyens respectueux de la loi"). Qu'une telle dégénérescence surgisse de la rébellion et de ses limites, ainsi que de la crise elle-même est d'une claire évidence. Jusqu'à un certain point, certaines condamnations de ces attitudes avait déjà commencé à se faire entendre ainsi qu'une certaine auto-critique (certains groupes anarchistes ont même désigné leurs auteurs de "voyous paraétatiques") et il est fort possible que les anarchistes et les anti-autoritaires organisés (groupes ou squats) essaieront d'isoler politiquement et opérationnellement de telles tendances. [...] *A posteriori*, on peut dire que ces incidents tragiques, avec toutes leurs conséquences, auraient pu se produire lors de la rébellion de décembre 2008 : ce qui l'a empêché alors n'a pas été seulement la chance (la station service qui n'a pas explosé à côté d'un immeuble en flammes, le samedi 7 décembre lorsque les émeutes les plus importantes ont eu lieu dans la nuit avec une majorité des bâtiments vides), mais aussi la création d'une sphère publique prolétarienne (bien que limitée) et de communautés de lutte qui trouveront leur voie, non seulement par la violence, mais à travers leur propre contenu, discours et autres moyens de communication.

Ce furent ces communautés pré-existantes (d'étudiants, de supporters de football, d'immigrés, d'anarchistes) qui se sont transformées en communautés de lutte, autour des thématiques mêmes de la rébellion qui ont pu donner à la violence une place significative. De telles communautés émergeront-elles encore maintenant qu'il n'y a pas seulement une minorité prolétarienne impliquée? Émergera-t-il des formes pratiques d'auto-organisation dans les lieux de travail, dans les quartiers et les rues en mesure de déterminer la forme et le contenu de la lutte et par conséquent de situer la violence dans une perspective libératrice?

Ce sont là des questions difficiles et urgentes mais dont nous devons trouver les réponses par la lutte.

TPTG (9 mai 2010)



1) L'article que nous publions ici est disponible dans sa version intégrale sur le forum de la CNT AIT Caen (<http://cnt.ait.caen.free.fr/>) et sur le site de l'OCL (<http://cnt.ait.caen.free.fr/>).

Voici aussi un lien vers de nombreux articles en anglais de ce groupe révolutionnaire : <http://libcom.org/tags/tptg>.

2) Pour mieux connaître la position du CCI sur la question de la violence, lire notre article "Terreur, terrorisme et violence de classe" (<http://fr.internationalism.org/french/rint/14-terrorisme>).

# Les ouvriers doivent lutter pour leurs propres intérêts

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article de World Revolution, organe du CCI en Grande-Bretagne.

À L'HEURE où nous écrivons, les rues de Bangkok ont tout l'aspect d'une guerre civile. Des milliers de manifestants, organisés dans le mouvement des "chemises rouges", sont dans un camp retranché et sont maintenant assiégés par l'armée, qui a déclaré le couvre-feu dans certaines parties de la ville, dans le but d'intimider les manifestants et d'empêcher l'arrivée de tous renforts. Dans la seule journée du 14 mai, les troupes gouvernementales ont tué au moins 16 personnes. Elles ont prétendu agir en situation de légitime défense, mais les chemises rouges sont essentiellement armées de bâtons et de pierres. Qui plus est, les troupes ont clairement utilisé des tireurs isolés contre des cibles spécifiques : un général dissident qui avait rejoint les chemises rouges et leur donnait des conseils de sécurité a été atteint à la tête par une balle tirée d'une longue distance et il y a peu de chances qu'il survive.

La majeure partie des chemises rouges est constituée de Thaïlandais pauvres et dépossédés. Beaucoup d'entre eux viennent des secteurs ruraux du nord et du nord-ouest du pays, mais ils semblent également recevoir l'appui des pauvres des villes. Selon un article du *Time*, cité sur le site Web Socialiste du *Monde* ("Dix mort au cours du siège des manifestants par les militaires thaï", 15 mai 2010), pendant le conflit, "les soldats ont aussi été attaqués à revers par des centaines d'habitants des taudis qui se trouvent dans le voisinage du côté gauche du port de Klong Toey qui se sont déversés dans les rues pour mettre le feu à des fusées et lancer des projectiles sur la troupe... Lorsque la foule de Klong Toey a continué à avancer, les soldats ont ouvert le feu avec des balles en caoutchouc. Des centaines de personnes, prises de panique ont fait demi-tour pour se précipiter dans les rues adjacentes. Au moins trois personnes ont été blessées".

Il n'y a aucun doute à avoir par rapport au courage des manifestants, ni sur le fait que ce qui les a conduits dans les rues est l'appauvrissement qui s'est abattu sur eux non seulement à cause de la crise mondiale actuelle, mais également à cause de l'impact de la chute des "Tigres" et des "Dragons" d'Extrême-Orient en 1997 et des décennies de sous-développement qui les ont précédés. Mais le mouvement des Chemises rouges n'est pas un mouvement de combat d'exploités et d'opprimés. C'est plutôt un exemple de mécontentement populaire profond qui est canalisé dans une fausse direction : la lutte pour remplacer la clique actuelle des militaristes et des millionnaires de Thaïlande par une autre faction bourgeoise. La principale revendication des Chemises rouges est de nouvelles élections plus justes et le rétablissement de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, qui a acquis une grande popularité parmi les pauvres des campagnes après son accession au pouvoir en 2001 en offrant aux cultivateurs fermiers un crédit et des subventions faciles et en maintenant élevé le prix des récoltes ; il y a eu aussi des "réformes" destinées aux masses urbaines pour faciliter l'accès aux soins de santé.

Ces changements ont provoqué une réaction violente de la part de certaines des fractions les mieux établies de la classe dirigeante et de la bourgeoisie (qui parfois défilent sous la bannière du "Mouvement des Chemises

jaunes") et notamment les militaires, qui ont évincé Thaksin en 2006. Mais la principale objection à Thaksin était moins son "soutien" aux paysans ou aux prolétaires que le fait qu'il commençait à diriger la Thaïlande comme si elle était sa propriété personnelle. Thaksin était un "nouveau riche", le milliardaire des médias et son modèle de gouvernement tranchait par rapport à la ligne traditionnelle de l'influence et des privilèges qui unissent la bureaucratie d'État et de l'armée.

Il y a eu des déclarations de la part d'éléments du mouvement des Chemises rouges appelant à "se débarrasser de l'élite", des tentatives pour appeler les soldats à les rejoindre. Tout ceci

indique qu'un mouvement soulevant de véritables revendications de classe pourrait un jour émerger en Thaïlande. Mais la campagne des Chemises rouges – dont le titre officiel est le "Front national unifié pour la démocratie contre la dictature" – est un obstacle au développement d'un tel mouvement parce qu'il est orienté vers l'installation d'une démocratie bourgeoise "propre" en Thaïlande. Un tel but a cessé depuis longtemps d'avoir la moindre utilité pour la classe ouvrière dans tous les pays du monde. Comme nous l'avons écrit dans la conclusion d'un article récent, "Kirghizistan et Thaïlande : Les révolutions se poursuivent-elles ?" le mouvement des "Chemises rouges" est fondamentalement un mouvement de pauvres urbains et ruraux, mobilisés derrière la nouvelle bourgeoisie, qui s'oppose aux "vieilles" factions militaires et

monarchistes. Ce n'est pas un mouvement de la classe ouvrière, ni contrôlé par elle. La seule action ouvrière au cours de cette période, une grève de 8000 ouvriers à la fabrique d'appareils-photos Nikon, est apparue de façon complètement indépendante du mouvement des "Chemises rouges". Et ici se trouve le point central de notre argumentation. Ces soi-disant "révolutions", comme le récent "Mouvement vert" en Iran, ne sont pas des mouvements de la classe ouvrière. Oui, il y a de nombreux ouvriers qui y sont impliqués, et dans le cas du Kirghizistan, une majorité des participants étaient probablement des ouvriers, mais ils participaient à ces actions en tant qu'individus et non pas comme ouvriers. Le mouvement de la classe ouvrière est un mouvement qui peut seulement être basé sur la lutte de classe des ouvriers pour leurs intérêts

propres, ce n'est ni un mouvement "interclassiste", ni un mouvement populiste. Ce n'est qu'au sein d'un mouvement massif de grèves que la classe ouvrière peut développer ses propres organes, des réunions massives, des comités de grève et enfin les conseils ouvriers, qui peuvent assurer le contrôle de la classe ouvrière sur le mouvement, et permettre le développement d'une lutte pour les intérêts de classe des ouvriers. En dehors de cette perspective, les ouvriers ne peuvent être qu'utilisés comme chair à canon par les différentes factions politiques. En Grèce, peut-être, nous pouvons voir le tout début d'un long développement vers ce processus. Au Kirghizistan, et en Thaïlande, nous ne voyons que des ouvriers abattus dans les rues pour le compte de ceux qui veulent être les nouveaux patrons.

Amos

## Tensions impérialistes en Corée

# Les grandes puissances jouent avec le feu autour d'un baril de poudre

Fin mai, la Corée du Sud effectuait des manœuvres navales de grande envergure aux frontières maritimes de la Corée du Nord. En réaction à ces dernières, le gouvernement coréen du Nord répondait qu'il s'agissait de la part de Séoul "d'une provocation délibérée visant à provoquer un autre conflit militaire en mer Jaune et ainsi pousser vers une phase de guerre" et a menacé de "mettre en œuvre des mesures militaires pour défendre ses eaux territoriales, et le Sud sera tenu pour responsable des conséquences".

Les tensions militaires entre les deux sœurs ennemies de la péninsule coréenne ne datent pas d'aujourd'hui. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale et dans la foulée des accords de Yalta délimitant leurs zones d'influence dans le monde, URSS et Etats-Unis avaient décidé en 1948 la partition de la Corée sur la ligne du 38e parallèle. Mais, sous le même prétexte de "libérer" la Corée du joug japonais, les deux têtes de bloc russes et américaines se sont ruées sur ce petit pays pour y défendre leurs intérêts impérialistes déterminants pour le contrôle de cette région du monde, l'Asie du Sud-Est. Cela allait très vite ouvrir un conflit direct et meurtrier et alimenter les relations conflictuelles entre l'État du Nord, pro-soviétique et celui du Sud, pro-américain.

La Guerre de Corée, triste préfiguration de celle du Vietnam, fut un épisode aussi clair que sanglant de ce que signifiait la "libération" de la Corée pour les deux têtes de bloc

qui pensaient avoir droit de vie et de mort sur les populations assujetties à leur "protection". De 1950 à 1953, les Etats-Unis larguèrent chaque mois presque 13 000 tonnes de bombes sur le Nord<sup>(1)</sup>, quatre fois plus que sur le Japon. De leur côté, les armées russe et chinoise s'engagèrent massivement dans cette guerre où le seul résultat probant, les frontières entre le nord et le sud n'ayant pas changé d'un pouce, fut l'affirmation de la supériorité militaire de l'Amérique et sa volonté affichée de contrôler le Japon.

Le tout au prix de 2 millions de morts, dont les trois quarts en Corée du Nord. Cette entrée dans l'histoire de l'après-guerre est particulièrement significative de la place qu'occupe la Corée sur l'échiquier mondial et des enjeux stratégiques auxquels elle est soumise depuis plus de 50 ans. Déjà avant l'effondrement de l'URSS, la Chine, après avoir été le jouet de l'URSS, elle-même puissance grandissante dans l'interminable et sadique jeu international entre super-puissances, avait pris le relais inévitable de Moscou, même après l'intégration de Pékin au bloc américain, intégration entérinée par la fin de la Guerre du Vietnam. Mais ce ne fut pas à l'avantage des Etats-Unis, parce que la Chine s'est réservée de tous temps la Corée du Nord comme chasse gardée et moyen de

1) Durant toute la guerre du Vietnam, ce sont trois fois plus qui seront largués mensuellement.

pression contre son nouveau mentor de la Maison Blanche.

D'ailleurs, c'est en grande partie pour maintenir une pression indirecte sur la Chine que Washington a déclaré dès les années 1990 la Corée du Nord comme faisant partie des Etats-voyous que la "démocratie" devait avoir à l'œil. Elle est passée depuis 2001 au statut de puissance forcément terroriste par essence.

Aussi, les derniers événements du printemps, dans ce "Pays du Matin frais" toujours coupé en deux, ne sont qu'un épisode de plus de l'affrontement larvé entre les Etats-Unis et la Chine, dont on sait que cette dernière contrôle aujourd'hui le régime de Pyongyang. Après les menaces de recours à l'armement nucléaire du Nord envers le Sud, un bras-de-fer "diplomatique" a été orchestré entre les Etats-Unis et la Corée du Nord afin de calmer le jeu. Mais ces manœuvres étaient une réponse aux 46 morts d'un vaisseau coréen du Sud, tué par une torpille le 26 mars dernier, très certainement tirée par un sous-marin de la Corée du Nord.

Cet épisode "anodin" (selon la formule d'Hillary Clinton), qui est loin d'être le premier dans les "relations" tendues entre les deux Corées montre une aggravation des tensions militaires et impérialistes entre ces deux pays, et, derrière eux, des pays qui les soutiennent. Mais ni la Chine ni les Etats-Unis n'ont intérêt à ce que la situation en Corée s'envenime au-delà d'un certain seuil. La Chine n'a pas les moyens de

mener une offensive militaire face à un ennemi qui ne serait autre que réellement les Etats-Unis. Et malgré les menaces répétées contre son allié de Séoul, les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à venir provoquer un pays allié de la Chine, et du coup provoquer une déstabilisation certaine et irréparable de cette région. Cependant, si les grands patrons cherchent à contrôler la situation, les pressions grandissantes qu'ils exercent sur chaque gouvernement local risquent au contraire de faire basculer ces derniers dans l'engrenage irrationnel du "chacun pour soi" et dans une fuite en avant guerrière, en particulier à travers l'isolement de la Corée du Nord, illustré par la menace de l'usage de son arsenal nucléaire. La situation actuelle renforce d'ailleurs et illustre d'ores et déjà le climat de terreur qui s'exerce comme une épée de Damoclès suspendue en permanence sur le sort des populations locales comme sur l'ensemble de l'humanité.

Aussi, l'équilibre des forces stratégiques dans cette péninsule reste toujours très précaire et fragile, sous la pression permanente de leurs puissances tutélaires respectives. Ceci implique que la présence permanente de forces armées et la quasi-militarisation de la société font subir, depuis 60 ans, au Nord comme au Sud de la Corée, une pression constante et insupportable sur le prolétariat de ces deux pays, prolétariat dont les luttes sont dans un tel contexte toujours exemplaires de courage.

Mulan

[www.internationalism.org](http://www.internationalism.org)

## Derniers articles mis en ligne

Grève dans les mines au Pérou : Face aux massacres, solidarité et réflexion de la classe ouvrière

Plan d'austérité du gouvernement Zapatero : La pire attaque contre les travailleurs depuis l'instauration de la démocratie

Turquie : "Si les syndicats sont de notre côté, pourquoi y a-t-il 15 000 policiers anti-émeute entre eux et nous ?"

Prise de position de la LECO face à la répression menée par le gouvernement du Costa Rica.

## Résolution du XIX<sup>e</sup> Congrès de RI sur la situation en France

7 Même si cela a été moins spectaculaire qu'en Turquie, en Espagne et en Grèce, cette tendance a aussi existé en France ces derniers mois. La grève dans les raffineries de pétrole qui a commencé fin janvier 2009 à la raffinerie Total de Dunkerque a gagné toutes les raffineries du groupe en France parce que les ouvriers des autres établissements, se sachant aussi menacés, se sentaient solidaires de ceux qui allaient être licenciés à Dunkerque. Et la lutte a eu tendance à gagner les autres groupes de raffinage du pétrole en France parce que des bruits insistants existent partout sur de futures fermetures de site de raffinage de tel ou tel groupe. De même, on a vu se développer fin 2009 ou début 2010 des grèves touchant simultanément plusieurs établissements, voire tous les établissements d'une entreprise (Ikea, Barry's, Crown). Il est certain que les grèves qui ont eu lieu en France ne se sont étendues qu'au sein d'une même entreprise et non à un niveau géographique comme cela a été le cas en Turquie et en Espagne, mais la presse locale a laissé filtrer qu'il s'agissait bien de grèves de solidarité. Cette tendance s'est suffisamment répétée pour que nous puissions dire qu'elle fait partie du changement d'état d'esprit qui a lieu au sein de la classe au niveau international.

8 Si cette tendance qui a lieu au niveau international et qui s'est aussi exprimée en France est un élément important qui montre que la classe ouvrière tend à sortir de la prostration qu'avaient provoquée les angoisses de l'approfondissement de la crise, il faut être conscient qu'elle n'en est qu'au début d'une évolution de ses luttes et de sa conscience qui lui permettront de retrouver son identité de classe. Seules des grèves massives permettront au prolétariat de retrouver son identité de classe, condition pour qu'il puisse réellement prendre en charge ses luttes et comprendre que les perspectives de son combat se situent "au-delà" du système capitaliste. Le nouvel état d'esprit qui est en train de se développer au sein de la classe mène à des confrontations avec les syndicats, mais, tant que les ouvriers n'auront pas pris confiance en leur force, les organisations syndicales apparaîtront aux yeux de ces derniers comme le seul moyen d'être protégés contre les attaques. De ce fait, même si dans les moments les plus intenses des luttes il peut exister une tendance à les remettre en cause, elles pourront reprendre une position de force une fois les luttes terminées.

9 La bourgeoisie a été surprise par la violence de l'approfondissement de la crise. En conséquence, elle n'avait pas réorganisé ses partis de gauche et leur idéologie (en fonction des questions que posent cet approfondissement) afin de donner de fausses perspectives et de dévoyer l'éventuelle réflexion qui peut exister au sein de la classe ouvrière et de ses minorités. En conséquence, face aux réactions limitées qui ont existé au sein de la classe ouvrière contre les attaques dont elle a fait l'objet, elle a mis en avant les syndicats en vue de faire en sorte que les luttes qui éclatent restent isolés et que le mécontentement qui existe au sein du secteur public s'épuise en journées d'action organisées tous les deux ou trois mois. Les syndicats semblent réorganiser leur attitude face au nouvel état d'esprit qui se développe au sein de la classe ouvrière. Ainsi les dernières luttes qu'ils ont organisées à la SNCF et à Airbus avaient pour objectif d'épuiser les travailleurs les plus combattifs dans des grèves longues et isolées. Il s'agit pour les syndicats de renforcer dans la tête des ouvriers le sentiment de leur propre impuissance.

10 L'incapacité de la bourgeoisie à prévoir la violence de l'approfondissement de la crise a provoqué beaucoup d'indécision, en France comme dans les autres pays, quant à l'organisation qu'elle doit se donner. De façon évidente, beaucoup de questions se posent qu'elle n'a pas résolues, en particulier celle d'offrir aux ouvriers une idéologie qui apparaisse comme une rupture radicale avec le capitalisme. En dehors de la préoccupation réelle de trouver une équipe compétente pour gérer le capital français et garder une certaine influence de l'impérialisme français (et de surmonter le "n'importe quoi" qui caractérise l'équipe actuellement au pouvoir), la préoccupation majeure est de mettre en place des formules politiques susceptibles de faire passer les attaques contre la classe ouvrière et de faire face à des luttes massives qui pourraient déborder les syndicats. Les commentaires des médias à l'égard de la situation en Grèce montrent que la peur de telles luttes est une préoccupation majeure de la bourgeoisie des pays développés. De manière immédiate, compte-tenu du résultat des élections présidentielles de 2007, la direction du PS a choisi de prendre une posture oppositionnelle classique critiquant les attaques et prônant une politique de relance. Pour les prochaines échéances électorales, comme on l'a vu aussi récemment en Grande-Bretagne malgré toute l'habileté de l'appareil politique de ce pays, la bourgeoisie française est en grande difficulté. C'est notamment pour cette raison que cette bourgeoisie n'a pu affirmer une perspective claire du point de vue des moyens politiques à mettre en place pour faire passer les attaques futures :

soit maintenir la droite au pouvoir et une gauche "combative" dans l'opposition susceptible de canaliser et dévoyer la colère ouvrière ;

soit faire venir un centre-gauche au pouvoir qui fasse passer les attaques sous couvert d'égalité devant l'effort à consentir ; ce centre gauche serait secondé par les Verts pour noyer un peu plus les préoccupations et les questionnements qui existent au sein de la classe ouvrière et de la société,

En tout état de cause, que ce soit dans les deux années qui viennent ou plus tard, les attaques qui va devoir faire passer la bourgeoisie vont être particulièrement graves et il n'est pas exclu que les équipes chargées de gérer le capital national puissent changer suivant l'évolution de la lutte de classe.

11 Comme l'ont montré les dernières élections régionales, et particulièrement le taux record d'absentions à celles-ci, le discrédit des deux grands partis de la bourgeoisie française est très profond au sein de la classe ouvrière. En conséquence, la bourgeoisie ne peut pas se passer de partis d'extrême-gauche, capables d'orienter vers des impasses ou de fausses perspectives les ouvriers qui se posent des questions sur l'avenir du système capitaliste.

Pourtant, à ce niveau aussi, la bourgeoisie a été surprise par le questionnement qui ne pouvait que découler de la misère qui se répand.

Ainsi, la transformation de la LCR en un NPA qui aurait eu la capacité de récupérer l'ensemble des questionnements de la jeune génération apparaît comme une grosse bévue car la question essentielle qui se pose est celle des attaques économiques par rapport auxquelles ce "nouveau" parti s'est montré très mal armé. Les succès qu'il avait obtenus au sein de la jeune génération autour de la lutte contre le CPE se sont déjà dissipés.

Cela dit, nous assistons à une réorientation en cours au sein des forces

d'extrême gauche de la bourgeoisie. C'est le cas avec la mise en avant du Parti de Gauche utilisant les réseaux de "l'astre mort" qu'est le PCF et campant sur le mot d'ordre "les riches doivent payer". C'est le cas aussi au sein du NPA lui-même où on constate l'apparition de deux tendances ; l'une favorable à une alliance avec toute la gauche (PS, PC, PG, verts, différents syndicats) face aux attaques contre les retraites, l'autre refusant une telle alliance et se refaisant des habits aux couleurs du "communisme", de l'auto-organisation des luttes, de l'internationalisme et de la "révolution". Cela montre que la bourgeoisie veut relancer une extrême gauche à la tonalité plus classique susceptible de mettre en avant des réponses mystificatrices à la crise du capitalisme et à la misère à côté de celles des partis de gauche traditionnels.

Enfin, tant le passé récent des luttes

en France, que les luttes en Grèce ainsi que les campagnes que la bourgeoisie fait autour d'elles, doivent accroître notre vigilance sur le fait que la bourgeoisie va probablement essayer de polariser l'attention sur les groupes défendant la violence comme seul réel moyen de lutte.

12 La violente inflexion dans le rythme de la crise que nous sommes en train de vivre pose et va poser beaucoup de questions à la classe ouvrière. L'intervention des révolutionnaires sera déterminante pour que la classe puisse s'orienter face à ces questions et puisse réfléchir sur la signification de la vague d'attaques qu'elle est en train de subir. Cette intervention doit s'assigner plusieurs objectifs.

Tout d'abord, même si ce n'est qu'à travers des luttes massives que la classe ouvrière prendra conscience de sa force

et de son identité, nous devons être particulièrement en éveil et donc écouter et intervenir par rapport au questionnement qui existe dans des minorités tant sur le sens de l'évolution catastrophique du capitalisme que sur la force sociale qui peut le renverser. Face à ces minorités, nous devons promouvoir la discussion la plus large possible afin d'être un facteur actif dans leur développement politique.

Face au désarroi qui est largement majoritaire dans la classe ouvrière, il est nécessaire, dans les luttes et en dehors des luttes, de montrer d'une part, le chemin et les moyens du combat prolétarien et, d'autre part, de mettre en évidence comment les syndicats et les partis de gauche n'ont pour autre objectif que d'empêcher et de casser tout effort des ouvriers de développer ce combat.

CCI (mai 2010)

### COURRIER

## Une voix internationaliste en Australie

Nous avons reçu l'"Appel" publié ci-dessous et rédigé par un groupe de camarades en Australie. Le CCI soutient chaleureusement cet appel, et nous engageons vivement nos lecteurs en Australasie ou dans la région à contacter les camarades sur leur adresse mail : [InternationalistWorker@gmail.com](mailto:InternationalistWorker@gmail.com)

Camarades !

L'humanité fait face aujourd'hui à la même alternative posée depuis la veille de la Première Guerre mondiale, selon les mots de Rosa Luxemburg et de Friedrich Engels avant elle : socialisme ou barbarie !

Le système capitaliste mondial connaît sa pire crise économique depuis la Grande dépression des années 1930, la classe ouvrière prenant le choc de plein fouet, chacun est confronté au gel des salaires, aux licenciements et à des conditions de travail aggravées. La menace d'une catastrophe environnementale globale semble plus possible que jamais. Des conflits sanglants et brutaux font rage sur la planète - de l'Irak à l'Afghanistan, de la Somalie au Soudan, de la Colombie au Mexique.

En opposition à ces émanations d'une société moribonde, nous voyons aussi les germes d'un nouveau monde - sans exploitation ni oppression, sans pauvreté ni misère, sans guerres et sans frontières nationales - dans la lutte de la classe ouvrière internationale.

La Gauche communiste est issue des courants de gauche de l'Internationale Communiste qui ont surgi en réponse aux glissements opportunistes de celle-ci lors du reflux de la vague révolutionnaire internationale des années 1920. Alors que la Gauche communiste connaissait des expressions dans de nombreux pays, ses plus éminents représentants se trouvèrent en

Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie et en Russie. Dans la période de contre-révolution qui s'est ouverte à la fin des années 1920, ce fut la Gauche communiste qui prouva qu'elle était le défenseur le plus intransigeant de l'internationalisme prolétarien et le plus rigoureux dans le bilan tiré de la vague révolutionnaire.

Même si des sympathisants de la Gauche communiste existent bel et bien en Australie, jusqu'ici ils ne le sont qu'en tant qu'individus souffrant grandement de l'isolement politique. Afin de pouvoir effectivement intervenir dans la lutte de classe, il est nécessaire que les révolutionnaires s'organisent dans une organisation politique, fondée sur la base de positions et de principes partagés.

Cependant, à l'heure actuelle, la formation immédiate d'un tel groupe n'est pas à l'ordre du jour en Australie. Ce qui est nécessaire dans l'immédiat, c'est le regroupement des internationalistes pour la discussion, menée dans le but d'initier et de maintenir le contact entre camarades (particulièrement ceux qui sont géographiquement isolés) et la clarification politique collective des positions qui définissent le programme communiste aujourd'hui.

Aussi, nous appelons à l'ouverture de discussions organisées entre tous les sympathisants de la Gauche communiste en Australie. Il est proposé que les discussions soient conduites

sous le nom de "Réseau communiste internationaliste associé".

Nous proposons que le critère pour y participer soit un accord avec les positions les plus élémentaires de la Gauche communiste aujourd'hui, à savoir :

La guerre impérialiste et les mouvements nationaux de toutes sortes n'ont rien à offrir à la classe ouvrière que la mort et la destruction. La classe ouvrière doit s'opposer à tous les camps bourgeois. En les appelant à prendre parti pour une fraction ou une autre, la bourgeoisie divise les ouvriers et les conduit au massacre de leurs sœurs et de leurs frères de classe.

Le parlement et les élections bourgeoises sont une mascarade. La "démocratie" capitaliste ne diffère pas fondamentalement de toute autre forme de dictature capitaliste. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne peut que renforcer le mensonge selon lequel les élections offrent un vrai choix aux exploités.

Tous les syndicats sont des organes du système capitaliste et agissent à son service. Le rôle fondamental des syndicats est de faire la police dans la classe ouvrière et de saboter ses luttes. Pour défendre ses intérêts immédiats, et en dernière instance pour parvenir à faire la révolution, la classe ouvrière doit se battre en dehors et contre les syndicats.

Tous ceux qui peuvent être intéressés à y prendre part sont encouragés à écrire à [InternationalistWorker@gmail.com](mailto:InternationalistWorker@gmail.com)

Sont bienvenus également tous les commentaires, questions et critiques.

Avec nos salutations communistes fraternelles,

F. J. M., N., Th.

[www.internationalism.org](http://www.internationalism.org)

### Derniers articles mis en ligne

Mexique : *L'obésité, nouveau visage de la misère sous le capitalisme*

Marée noire dans le Golfe du Mexique : *La pire catastrophe écologique de l'histoire capitaliste... jusqu'à la prochaine*

L'Euro 2016 en France : *Le sport, opium du peuple*

A propos des appels de Saviano : *Les criminels avilissent la société, mais la réponse n'est pas "plus de démocratie"*

Turquie (Tekel) : *Appel de solidarité pour la "Plate-forme de la lutte des travailleurs"*



# RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## XIX<sup>e</sup> CONGRÈS DE RI

# Résolution sur la situation en France

Récemment, s'est tenu le XIX<sup>e</sup> congrès de Révolution internationale (RI), section du Courant communiste international (CCI) en France.

Les travaux de ce congrès ont notamment abouti à l'adoption de la résolution sur la situation en France que nous publions ci-dessous.

Un article tirant le bilan des travaux de ce congrès sera publié dans un prochain numéro de RI.

**1** Comme l'ont diagnostiqué le Congrès de RI de 2008 et le Congrès du CCI en 2009, la violence de l'approfondissement de la crise dans lequel nous sommes entrés en 2007 a provoqué une véritable accélération de l'histoire qui aboutit à un changement rapide de toutes les données de la situation économique, sociale et politique dans la plupart des pays du monde. Cette accélération de l'histoire ne se dément pas car les manifestations actuelles de la crise en Europe autour de la faillite de la Grèce et du risque pour un certain nombre d'autres États de subir le même sort, démontrent que la bourgeoisie n'a plus de marge de manœuvre pour gérer la crise économique car elle se trouve devant les choix suivants :

- soit les États continuent à s'endetter, ce qui les mène à la faillite,
- soit ils mènent une politique d'austérité forcée, ce qui aggravera la dépression économique.

Pour le moment, mais rien ne dit qu'il n'y aura pas de changement dans les trois mois ou l'année qui vient, les pays européens, et la France comme les autres, ont choisi de mettre en œuvre une politique d'austérité comme on n'en avait jamais vu depuis les années 1930.

**2** Si l'économie française a été fortement touchée par l'approfondissement de la crise depuis la fin 2007, la baisse de la production a été plus faible que celle des autres pays. Paradoxalement, cet avantage partiel est dû aux faiblesses et archaïsmes historiques du capital français :

- le retard qu'a pris l'État français par rapport à l'attaque des conditions de vie de la classe ouvrière a

permis que la consommation intérieure soutienne l'activité économique ;

- le fait que le capital français produise principalement des biens de consommation et de transport (automobile, avions) a permis le relatif maintien de la demande qui lui est adressée contrairement aux économies qui produisent beaucoup plus de biens de production.

Mais cette moins mauvaise santé de l'économie française par rapport aux autres économies européennes n'a pu exister que par un déficit budgétaire très élevé (7,5% du PIB en 2009) et un endettement public en croissance rapide et qui est un des plus élevés (77,6% du PIB) des grands pays européens. Cela signifie que le capital français a, pendant les deux dernières années, hypothéqué son avenir plus que beaucoup d'autres. Les faiblesses et archaïsmes du capital français ont toutes les chances de pénaliser à nouveau l'économie française dans les deux années qui viennent dans un contexte de descente dans la dépression économique, et ce d'autant plus que le capital français continue à perdre des parts du marché mondial.

**3** La position du capital français se dégrade aussi au niveau impérialiste, en particulier en Afrique qui est la zone géographique où son influence a été la plus importante dans le passé.

Ainsi, dans ce qui était son pré carré africain, la bourgeoisie française est confrontée à l'avancée des autres grands pays impérialistes, en particulier la Chine et les États-Unis, qui, le plus souvent, ont déjà pris pied dans ses anciennes chasses gardées :

- dans la région des Grands Lacs, la

puissance américaine a déjà pris le dessus ;

- au Tchad, la domination française ne peut se maintenir qu'à travers des affrontements militaires périodiques ;
- dans les anciens fleurons de la présence française que constituaient le Sénégal et la Côte d'Ivoire, les adversaires de la France ont largement gagné en influence.

Le fait que la France se soit fait fermer la porte au nez lors du dernier sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) à Addis-Abeba en février 2010 est significatif du fait que les gouvernements africains ont signifié à cette ancienne puissance tutélaire que la plupart d'entre eux ne dépendaient plus d'elle.

La bourgeoisie française n'est pas disposée à renoncer de plein gré à ses anciennes places fortes et elle ne va pas ménager ses efforts diplomatiques ou militaires pour s'y accrocher même si la réalité montre de plus en plus qu'elle n'a plus les moyens de ses ambitions. Pour tenter de garder son statut de puissance qui compte sur l'arène mondiale, l'impérialisme français a décidé de se maintenir à côté des États-Unis en Afghanistan. Mais en réalité, elle ne fait, comme ces derniers, que s'y embourber.

**4** Pour en revenir à ses difficultés économiques, c'est bien parce que l'État français a bien conscience des risques que comportent ses faiblesses (cela pourrait aboutir à ce que la valeur de sa signature soit remise en cause) qu'il est en train d'aggraver fortement ses attaques contre la classe ouvrière. Non seulement il va continuer à mettre en œuvre celles qu'il avait décidées précédemment comme le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux et l'allongement de la durée des années de travail pour pouvoir obtenir une retraite complète, mais il en rajoute de nouvelles particulièrement violentes. Ces mesures consistent en la diminution de revenus sociaux comme

les allocations-logement, les aides à l'emploi, aux handicapés et une plus grande imposition des retraites. En fin de compte, le gouvernement français vient de décider d'attaquer les catégories sociales qui sont les plus en difficulté et les plus vulnérables. Il est évident que dans les mois et les années qui viennent, bien d'autres attaques vont tomber contre les ouvriers de multiples usines. Mais il faut noter que les attaques que prévoient l'État contre le secteur public, compte tenu du nombre d'ouvriers et d'employés touchés, ainsi que de l'extension géographique de ce secteur, vont être un facteur d'extension de la lutte que n'ont pas celles qui auront lieu dans telle ou telle usine.

**5** Les attaques qu'a subies la classe ouvrière depuis la fin 2007, avec l'approfondissement de la crise ont provoqué un changement réel d'état d'esprit dans la classe ouvrière à cause des menaces qui pèsent sur elle. Si, jusque là, la conscience de la précarisation de ses conditions d'existence avaient été le réel moteur de la reprise des luttes au niveau international depuis 2003, les ouvriers ont compris, avec raison, que la nouvelle menace est celle de la chute dans un état dans lequel ils n'auraient même plus le strict nécessaire pour que leur famille puisse se loger, manger et s'habiller. La peur de cette chute dans la misère absolue a d'abord provoqué un état de prostration de l'ensemble de la classe ouvrière, ce qui a abouti à ce que les ouvriers qui étaient licenciés se défendent de façon isolée. C'est pendant toute cette époque qu'ont éclaté des grèves, particulièrement en France, que les syndicats n'ont eu aucun mal à maintenir dans l'isolement, pour la revendication de meilleures indemnités de licenciements. Les séquestrations de cadres ou le saccage de locaux qui ont eu lieu parfois n'étaient pas des signes de force de la classe ouvrière, mais de son impuissance.

**6** Mais la violence avec laquelle la crise entraîne dans un dénuement croissant des secteurs de plus en plus massifs de la classe ouvrière est en train de provoquer un nouveau changement d'état d'esprit dans la classe ouvrière au niveau international. Les luttes des ouvriers de Teckel en Turquie, de Vigo en Espagne, de Lindsay en Grande-Bretagne, de même que les mobilisations massives qui ont eu lieu en Grèce contre un plan d'austérité qui ampute le revenu des ouvriers de plus de 20% montrent que l'impact sur ces derniers des coups portés par la bourgeoisie tend à changer depuis un an ou deux. De manière générale, lors de ces luttes, les ouvriers ne se sont pas laissés enfermer dans l'usine et la corporation mais sont allés rechercher la solidarité d'autres secteurs de la classe ouvrière. De plus, dans un certain nombre de cas, les ouvriers n'ont pas accepté le matraquage des campagnes nationalistes de la bourgeoisie. En effet, que ce soit en Turquie ou en Espagne, les ouvriers de plusieurs nationalités ou ethnies ont lutté de manière solidaire. En Grande-Bretagne, dans la lutte à Lindsay, en pleine campagne syndicale contre les ouvriers portugais, des expressions sont apparues sur le fait que les ouvriers de tous les pays devaient être unis. Toutes ces tendances qui ont existé dans certaines luttes depuis un an sont le signe que les ouvriers sont tellement indignés et en colère à cause des mesures que l'on prend contre eux ou contre leurs camarades qu'il leur apparaît "que l'on ne peut pas laisser faire ça" et qu'il faut agir ensemble. Cette tendance a abouti à un début de remise en cause des syndicats et de leurs mots d'ordre visant à durcir la lutte chacun dans son coin. Aussi limité que cela soit, une telle tendance implique déjà un certain niveau d'initiative des ouvriers, les premiers pas qui les mènent à prendre leurs luttes en main.

(suite page 6)

### NOS POSITIONS

\* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex- "communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

### NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.